

Lettre à nos élus au sujet de l'éolien et du solaire PV
le 20 /03/2025

Madame, Monsieur,

Vous aurez sans doute remarqué comme moi l'acharnement des pouvoirs publics et des médias y compris publics à nous « vendre », grâce à une publicité massive de tous les instants, des électricités dites intermittentes à cause de leur dépendance aux conditions météorologiques, électricité produite par des éoliennes et électricité solaire dite photovoltaïque (solaire PV) produite par des panneaux solaires. C'est, nous assène-t-on chaque jour, une ardente obligation de les développer massivement dans notre pays, car seuls l'éolien et le solaire PV nous permettront de lutter efficacement contre le réchauffement climatique et pourront nous fournir indéfiniment une électricité « renouvelable », durable, abondante et pas chère et respectant l'environnement.

Mais vous aurez sans doute aussi observé comme moi que le prix de l'électricité a augmenté considérablement au fur et à mesure de leur développement à la suite du Grenelle de l'Environnement fin 2007, mettant en péril le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de notre industrie. Peut-être même vous êtes-vous alors demandé s'il n'y aurait pas entre les deux une relation de cause à effet.

Je souhaite ici vous montrer qu'en vérité c'est bien ce développement des électricités éolienne et solaire PV qui est, en France comme ailleurs en Europe, le principal responsable de cette augmentation vertigineuse de prix de l'électricité, et vous expliquer pourquoi.

Mais je souhaite aussi vous faire réaliser toute l'absurdité de ce développement du point de vue d'un physicien, et le très grave danger qu'il représente pour notre pays puisqu'il nous fera dépenser tout à fait inutilement des sommes folles dans un contexte de difficultés budgétaires et économiques particulièrement aigües, difficultés qu'il a d'ailleurs déjà beaucoup contribué à créer.

En effet :

-Ces électricités intermittentes, électricité éolienne et électricité solaire photovoltaïque (solaire PV) n'auront en réalité, contrairement à ce que leurs promoteurs s'efforcent de vous faire croire, pas le moindre intérêt pour lutter contre le réchauffement climatique et même y contribueront, puisque les électricités qu'elles remplacent, électricité nucléaire et hydroélectricité essentiellement, ont une « empreinte carbone » sensiblement inférieure à la leur.

-Elles ne permettront pas non plus de produire d'électricité supplémentaire car à consommation égale, leur production fera diminuer d'autant les productions des autres sources d'électricité, électricité nucléaire et hydroélectricité essentiellement. Il s'agit là d'un jeu à somme constante.

-Elles augmenteront considérablement au cours de leur développement les risques de déstabilisation du réseau électrique et donc de black-out, à moins de couper leur accès au réseau pendant les périodes critiques qui seront de plus en plus fréquentes.

<https://lemontchampot.blogspot.com/2024/12/energiewende-une-situation-absolument.html>

Notons également que leur déploiement nécessitera une extension et un renforcement considérable des réseaux électriques à l'échelle européenne, ce qui aura un coût pharamineux. La CRE annonce

200 milliards d'euros rien qu'en France pour les quinze prochaines années, dont la plus grande partie pour permettre leur raccordement au réseau électrique.

https://www.democratie-active.fr/documents/images/enquetes_observations/714_num3.pdf !

-Elles ne permettront de fermer aucun réacteur nucléaire, car ceux-ci, qui peuvent produire de l'électricité à la demande, leur sont nécessaires pour constamment compenser à tout moment les variations considérables et aléatoires (l'intermittence) des productions éolienne et photovoltaïque. Et toute notre puissance de nucléaire, et donc notre nombre de réacteurs, devra rester disponible pour assurer la consommation lors de la pointe de consommation annuelle qui a lieu en hiver, quand les jours et même les périodes de plusieurs jours sans vent et sans soleil sont fréquents.

-Eoliennes et panneaux solaires devront être remplacées tous les quinze à vingt ans, ce qui ne sera pas plus renouvelable et durable que les matières premières et les énergies qui servent à les construire.

-A défaut de nucléaire et en l'état des faibles possibilités physiques de développement de notre hydroélectricité, leur développement entraînera la construction de centrales pilotables à gaz ou à charbon pour les assister, comme celles qu'utilise actuellement l'Allemagne pour cela. En conséquence les émissions de CO₂ associées à notre production d'électricité augmenteront pour se rapprocher de plus en plus de celles, considérables, de l'Allemagne.

Eolien et solaire PV sont donc parfaitement inutiles pour notre pays à tous points de vue. Or il est évident que leur développement fera augmenter considérablement le coût de production de notre électricité et donc son prix pour les consommateurs, particuliers, industriels, commerçants, diminuant ainsi fortement le pouvoir d'achat mais aussi la compétitivité de notre économie
[.http://www.eolien-oleron.fr/wp-content/uploads/2023/12/Tribune-24-07-2023-faire-plus-deolien-en-France-serait-une-monumentale-erreur.pdf](http://www.eolien-oleron.fr/wp-content/uploads/2023/12/Tribune-24-07-2023-faire-plus-deolien-en-France-serait-une-monumentale-erreur.pdf)

Nos élus à tous niveaux de responsabilité ont-ils pris conscience que les sommes dépensées pour ce développement seront énormes alors que ces électricités ne nous serviront à rien ? Il n'y a aucun signe à l'heure actuelle que pour une grande majorité d'entre eux ce soit le cas, ni même qu'ils s'en préoccupent.

Pour calculer ces sommes constatons tout d'abord que le prix de l'électricité pour les ménages a augmenté en Europe proportionnellement à la puissance installée par habitant d'éolien + solaire PV. <http://www.eolien-oleron.fr/wp-content/uploads/2024/03/Lettre-cout-de-leolien-7.pdf> . C'est ainsi que le prix de l'électricité a été multiplié par 2,5 en France, proportionnellement à leur développement, entre 2008, début de ce développement, et aujourd'hui, alors que l'inflation cumulée n'a été que d'environ 32 % sur cette période. Le prix de l'électricité est en Allemagne le double du nôtre, pour une puissance d'éolien + solaire PV par habitant double de la nôtre. Notons que cette augmentation des factures d'électricité ne traduit pas toute la réalité, car les gouvernements, pour masquer ce phénomène à l'opinion publique, ont de plus en plus recours à des taxes sur d'autres énergies que l'électricité et à des impôts pour financer ce développement.

Selon l'Université de Düsseldorf, l'Allemagne aura dépensé 520 milliards d'Euros de 2000 à 2025 pour sa transition énergétique (Energiewende). Cette estimation a été confirmée par la Présidente du Contrôle fédéral des finances.

<https://www.bundesrechnungshof.de/SharedDocs/Statements/DE/2021/energiewende.html> ,
 L'essentiel en est dû au développement de l'éolien et du solaire PV. Cela correspond à une dépense

moyenne d'environ 21 milliards d'euros par an. Mais il s'agit de dépenses croissantes qui, en supposant une progression linéaire, atteindront 42 milliards d'euros en 2025.

En France, la Programmation pluriannuelle de l'énergie 2025-2035 (PPE3) vient d'être dévoilée.

Incroyable mais vrai, elle acte un développement massif des électricités intermittentes pendant la période considérée. La rumeur a couru qu'elle serait promulguée par décret, sans examen préalable par le Parlement. **Les puissances totales en éolien + solaire PV qui seraient installées en 2035 seraient de 123 GW en hypothèse basse à 153 GW en hypothèse haute.** Cela représente par habitant pour l'hypothèse basse plus que la puissance installée actuellement en Allemagne ! Les mêmes causes produisant les mêmes effets, cela signifie un nouveau doublement, au moins, du coût hors inflation de l'électricité pour les ménages, à moins de maquiller cette augmentation en l'affectant à d'autres postes que l'électricité, mais aussi une charge pour la collectivité nationale de l'ordre de 600 milliards d'euros de 2008 à 2035, soit environ 22 milliards en moyenne par an. Nous en avons dépensé environ 200 de 2008 à 2024*. Restent à venir d'ici 2035 environ 400 milliards hors inflation et en supposant une progression linéaire depuis la charge ainsi imposée en 2024 à notre économie, environ 25 milliards d'euros, une dépense de l'ordre de 100 milliards hors inflation pour l'année 2035.

Vouloir engager de telles dépenses en période de graves difficultés budgétaires pour quelque chose qui en France ne sert strictement à rien a quelque chose de surréaliste et de terrifiant. Il s'agit là de la plus gigantesque arnaque politico-médiatico-financière de ce siècle. **D'autant plus que nous savons que l'essentiel de cette somme ne restera pas en France, mais ira dans les poches du « capitalisme vert international**», « investisseurs » pour la plupart étrangers qui se sont rués sur ce juteux filon et industriels qui construisent les éoliennes et les panneaux solaires, pour l'essentiel hors de chez nous (Allemagne, Danemark, Espagne, Etats-Unis, de plus en plus la Chine pour les éoliennes, essentiellement la Chine pour les panneaux solaires). Le fait même que ce projet de PPE émane des institutions « compétentes » conseillant le gouvernement, DGEC, RTE, CRE est particulièrement inquiétant, car cela signifie qu'ils obéissent à des ukases politiques et financiers et non plus seulement à des critères scientifiques et techniques. Cela n'est pas nouveau, et a déjà beaucoup contribué à la dérive de ces dernières années. Observons aussi que RTE et Enedis ont un intérêt financier à ce projet qui, du fait de la nécessité de développer énormément les réseaux qu'il implique, augmentera beaucoup leur chiffre d'affaires. Même EDF est intéressée, pour récupérer le plus possible des subventions accordées aux intermittentes. Quant à Total Energies et Engie, c'est pour eux une occasion de récupérer des subventions, mais aussi de vendre plus de gaz.

C'est une alerte rouge et c'est le devoir de toute personne sensée, et cela concerne évidemment au premier chef nos élus à tout niveau de responsabilité, d'arrêter ce massacre, en demandant un moratoire immédiat pour tout nouveau projet dans ce domaine.

L'acharnement de nos gouvernements successifs depuis le Grenelle de l'environnement sous la pression incessante de l'écologie politique (dont on pourrait croire qu'elle est devenue la branche politique du capitalisme vert international ?) à promouvoir ce développement massif de ces électricités intermittentes, malgré les dégâts de toutes natures allant croissants que l'on constate déjà en Europe et de plus en plus en France, est impressionnant. Mais il en est de même de beaucoup de nos élus à tous niveaux dans l'espoir de capter leur part de la manne des subventions publiques pour la collectivité qu'ils président.

Gouvernements et élus se heurtent cependant à l'opposition croissante de l'opinion pour des raisons d'atteintes de plus en plus importantes au bien-être et au patrimoine matériel et culturel des riverains mais aussi à la biodiversité, ainsi qu'à celle des professions directement affectées comme la

pêche locale, et à celle de milliers de scientifiques et ingénieurs spécialistes de ces questions pour lesquels il n'a aucun sens pour des raisons de physique élémentaire.

Pour neutraliser cette opposition de plus en plus remuante, la grande majorité de nos élus à tout niveau et de nos médias, et celle de nos gouvernants pratiquent l'omerta et le bottage en touche quand on aborde ce sujet, alors qu'il est vital pour notre société.

On observe en même temps une débauche de publicité mensongère par tous les moyens d'information pour convaincre l'opinion des bienfaits des « renouvelables », par les méthodes bien connues de la fabrique du consentement.

La justice a été instrumentalisée pour rendre de plus en plus difficile les recours des opposants ;

Tout cela ne peut conduire qu'à un désastre, à moins d'un très urgent sursaut salutaire, qui pour être efficace ne peut être orchestré qu'avec le soutien des politiques.

Comment un élu de la République, quel que soit son parti et son niveau de responsabilité, peut-il en arriver en ces temps de grandes difficultés budgétaires à cautionner ou même laisser faire par son inaction un programme qui a déjà coûté 200 milliards d'euros à notre pays et qui va encore coûter 400 milliards, au minimum, dans les dix années qui viennent, tout en étant parfaitement inutile pour la collectivité ?

Dans ce domaine, les compromis politiques, moitié-moitié ou en même temps, n'ont strictement aucun sens, car il n'y a pas de compromis possible avec les lois de la physique. C'est une révision complète de notre politique de production d'électricité qu'il faut faire, sur une base scientifique et technique et non plus comme d'habitude de politique politicienne.

Malgré les alertes d'innombrables scientifiques et ingénieurs et associations, il n'y a malheureusement toujours aucun signe que le monde politique s'intéressera un jour à ce dossier de manière raisonnée, excepté le RN qui a commencé à en faire un argument électoral.

Le Titanic fonce donc de plus en plus vite vers son iceberg.

Ne ferez-vous rien vous-même pour empêcher ce désastre, ne serait-ce que faire connaître votre opposition à l'implantation de parcs éoliens ruineux et inutiles dans votre département ?

Sincèrement vôtre



Bernard Durand, Docteur-Ingénieur, ancien Président du Comité scientifique de l'European Association of Geoscientists and Engineers.

** Calcul des dépenses effectuées en France de 2008 à 2024 pour l'éolien et le solaire PV : les dépenses consenties par l'Allemagne selon le Contrôle fédéral des finances sont de 520 milliards d'euros de 2000 à 2025 pour une puissance installée actuelle d'éolien+ PV d'environ 1800 watts par habitant. Fin 2024, la puissance installée en France était de 720 watts par habitant, soit 40 % de celle de l'Allemagne. Nous considérons donc ici que la dépense en France a été jusqu'à présent de 40 % de celle de l'Allemagne, soit d'environ 200 milliards d'euros.*